

Les RLISS et la privatisation des soins de santé

Principaux enjeux

Jusqu'en 2007, les libéraux ont annoncé 12 projets d'hôpitaux en PPP – 6 fois plus que les conservateurs – qui auront pour effet de privatiser les emplois et les services dans des petites collectivités. De nombreux autres projets sont attendus. Déjà, plusieurs de ces projets connaissent des dépassements de coûts et des centaines de millions de dollars vont dans les poches des actionnaires plutôt que dans les services de santé.

Le gouvernement libéral a aussi mis en place les Réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS), qui superviseront les deux tiers du budget de la santé de la province et décideront des services de santé et des priorités dans toutes les collectivités. Les RLISS affaibliront l'assurance-maladie en ouvrant la porte à une privatisation grandissante du système de santé par l'arrivée de la soumission en régime de concurrence. Les cliniques et les services privés obtiendront des contrats de prestation de soins de santé qui étaient autrefois assurés par le public. Le résultat sera un modèle de marché pour les soins de santé, la privatisation et la disparition de services dans les petites collectivités.

Au cours des années 90, le gouvernement conservateur a éliminé les normes en matière de soins et de dotation de personnel dans les établissements de soins de longue durée. En 2000, le nombre moyen d'heures de soins prodigués aux résidents avait diminué à 2,04 heures. Les libéraux de Dalton McGuinty ont brisé leur promesse de rétablir les normes de soins lorsqu'ils ont déposé le projet de loi 140. Le SCFP-Ontario et ses partenaires ont fait campagne pour une norme de 3 h 30 de soins par jour, une norme que d'autres provinces visent. La nouvelle loi sur les foyers de soins de longue durée doit aussi comprendre des mesures destinées à protéger les travailleurs de première ligne contre la violence et à assurer que tous les foyers sont tenus de rendre des comptes pour leur usage des fonds publics.

Fiche d'évaluation des partis

Conservateurs

- Ont explicitement proposé l'introduction de cliniques de chirurgie privées dans le système de santé. Cette proposition étend la privatisation beaucoup plus loin que ce que le gouvernement Harris avait osé faire.
- Ont promis de baisser les taxes et impôts et de dépenser plus. Leurs notions de mathématiques laissent à désirer.

Libéraux

- Ont brisé leur promesse de mettre fin à la création d'hôpitaux privés en PPP. Ils ont créé les RLISS qui menaceront les services dans les petites collectivités et ouvriront la porte à un marché de la santé.
- Ont promis d'imposer des normes en matière de dotation de personnel dans les établissements de soins de longue durée. N'ont toujours pas respecté cette promesse, malgré la campagne provinciale de pression lancée par le SCFP-Ontario et ses partenaires.

NPD

- Se sont engagés envers des soins de santé financés et assurés par le secteur public. Ils se sont aussi engagés à mettre fin aux projets d'hôpitaux privés.
- Verseraient tout le financement destiné aux soins de santé aux services publics et non aux entreprises à but lucratif.
- Sont en faveur de légiférer pour que tous les patients des établissements de soins de longue durée soient sujets à des normes minimales de soins et que le financement suive.
- N'imposeraient pas la soumission en régime de concurrence dans les soins à domicile.

La position du SCFP-Ontario ...

Notre choix : Seul le NPD soutient un système de soins de santé financés et assurés par le secteur public et des normes de soins pour nos aînés et nos personnes chères dans les établissements de soins de longue durée.

Faisons des soins de santé publics - un enjeu des élections provinciales

Mettons fin à la privatisation des soins de santé

Jusqu'en 2007, les libéraux ont annoncé 12 projets d'hôpitaux en PPP – 6 fois plus que les conservateurs – qui auront pour effet de privatiser les emplois et les services dans des petites collectivités. De nombreux autres projets sont attendus et des centaines de millions de dollars vont dans les poches des actionnaires plutôt que dans les services de santé.

Le gouvernement libéral a aussi mis en place les Réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) qui décideront des services de santé et des priorités dans toutes les collectivités. Les RLISS ouvriront la porte à une privatisation grandissante du système de santé par l'arrivée de la soumission en régime de concurrence. Le résultat sera un modèle de marché pour les soins de santé, la privatisation et la disparition de services dans les petites collectivités.

Au cours des années 90, le gouvernement conservateur a éliminé les normes en matière de soins et de dotation de personnel dans les établissements de soins de longue durée. Les libéraux ont brisé leur promesse de rétablir les normes de soins lorsqu'ils ont déposé le projet de loi 140. Le SCFP-Ontario et ses partenaires ont fait campagne pour une norme de 3 h 30 de soins par jour et des mesures destinées à protéger les travailleurs de première ligne contre la violence et à assurer que tous les foyers sont tenus de rendre des comptes pour leur usage des fonds publics.

Seul le NPD soutient un système de soins de santé financé et assuré par le secteur public et des normes de soins pour nos aînés et nos personnes chères dans les établissements de soins de longue durée.

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler ou écrire à votre député et lui poser les questions de ce dépliant.
2. Lorsqu'un candidat cogne à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Travailler aux campagnes des candidats NPD et élire des députés qui appuient nos positions.

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca



Questions aux candidats

1. Mettrez-vous fin à la privatisation des services publics et aux partenariats public-privé (PPP) qui mènent à la perte de bons emplois et à l'augmentation des coûts de ces services ?
2. Vous opposerez-vous au transfert de services de santé sans but lucratif vers des entreprises à but lucratif ?
3. Travaillerez-vous à faire cesser la soumission en régime de concurrence dans les soins à domicile et les autres secteurs des soins de santé ?
4. Vous engagerez-vous à faire adopter une norme minimale de 3 h 30 de soins par jour pour les résidents des foyers de soins de longue durée ?



Les services publics municipaux attaqués

Principaux enjeux

Au cours des années 90, le gouvernement conservateur a délesté des services aux municipalités sans transférer le financement nécessaire pour les assurer. Les villes déboursent maintenant au moins 3 milliards de dollars par année pour ces services délestés et aujourd'hui, les libéraux refusent de les payer malgré les surplus budgétaires.

Les libéraux refusent toujours aux villes un financement adéquat pour les transports en commun, les routes, les services d'urgence, le logement, les garderies, l'aide sociale, l'alphabétisation, la santé publique et l'eau, ce qui fait en sorte que les villes sont dans l'obligation de couper dans les services et de resserrer les budgets des bibliothèques, des systèmes d'eau, du recyclage, de l'enlèvement de la neige, des parcs, de la prévention des maladies et de la sécurité alimentaire.

Ces conditions mènent à la privatisation de nombreux services :

- Le manque de financement pousse les municipalités à vendre leurs services publics et à sous-traiter le travail. Les libéraux et les conservateurs encouragent les villes à avoir recours au secteur privé pour la construction et l'exploitation de centres sportifs, de bibliothèques, de centres de services ambulanciers et d'usines de traitement des eaux usées. La privatisation des services menace de bons emplois, coûte plus cher, offre de moins bons services et ne favorise pas la reddition de comptes au public qui paie pour ces services.
- Les libéraux ont envisagé de transférer le contrôle de nos systèmes d'eau à des conseils de non élus dominés par des entreprises privées. Ils refusent d'adopter des lois qui empêcheront les entreprises privées de faire d'importants profits en prélevant d'énormes quantités d'eau dans nos lacs et rivières. De plus, les libéraux ont transféré la responsabilité de la préservation de la qualité de notre eau aux municipalités, aux directions de la conservation et aux groupes de citoyens, mais sans verser l'argent nécessaire pour faire le travail.

La fiche d'évaluation des partis

Conservateurs

- Ont délesté les services provinciaux vers les municipalités sans faire suivre le financement.
- Ont créé des programmes de financement de l'infrastructure qui favorisent la privatisation et les PPP.

Libéraux

- N'ont pas renversé la tendance ni payé pour les services délestés au cours des années Harris/Eves. Ils n'ont amélioré le financement que des services ambulanciers, des transports en commun et des services de santé publique.
- Ne déclarerons pas l'eau bien commun et ne la protégerons pas des projets à but lucratif.

NPD

- Ont un plan détaillé et réaliste pour le rétablissement du financement des services qui ont été délestés.
- S'assureront que les frais imposés aux entreprises qui prélèvent de l'eau de nos lacs et rivières seront suffisamment élevés pour payer les coûts de véritables programmes de conservation et de protection.

La position du SCFP-Ontario ...

Notre choix : Seul le NPD fera en sorte que le gouvernement provincial paie pour ses propres programmes plutôt que de les faire payer par les taxes foncières des municipalités.

MUNICIPAUX - un enjeu des élections provinciales

Principaux enjeux

Au cours des années 90, le gouvernement conservateur a délesté des services aux municipalités sans transférer le financement nécessaire pour les assurer. Les villes déboursent maintenant au moins 3 milliards de dollars par année pour ces services délestés et les libéraux refusent de les payer malgré les surplus budgétaires. Ces conditions mènent à la privatisation de nombreux services :

- Pour compenser pour l'absence de financement, les libéraux et les conservateurs encouragent les villes à avoir recours au secteur privé pour la construction et l'exploitation de centres sportifs, de bibliothèques, de centres de services ambulanciers et d'usines de traitement des eaux usées.
- Les libéraux ont envisagé de transférer le contrôle de nos systèmes d'eau à des conseils de non élus dominés par des entreprises privées. Ils refusent d'adopter des lois qui empêcheront les entreprises privées de faire d'importants profits en prélevant d'énormes quantités d'eau dans nos lacs et rivières. De plus, les libéraux ont transféré la responsabilité de la préservation de la qualité de notre eau aux municipalités, aux directions de la conservation et aux groupes de citoyens, mais sans verser l'argent nécessaire pour faire le travail.

Seul le NPD fera en sorte que le gouvernement provincial paie pour ses propres programmes plutôt que de les faire payer par les taxes foncières des municipalités.

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler ou écrire à votre député et lui poser les questions de ce dépliant.
2. Lorsqu'un candidat cogne à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Travailler aux campagnes des candidats du NPD afin d'élire des députés qui partagent nos préoccupations

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca

Questions aux candidats

1. Mettrez-vous fin à la privatisation des services publics et aux partenariats public-privé (PPP) qui mènent à la perte de bons emplois et à l'augmentation des coûts de ces services ?
2. Réclamerez-vous que les services qui ont été délestés aux municipalités - services sociaux, logement et protection de l'eau - soient entièrement payés par le gouvernement provincial ?
3. Travaillerez-vous à faire en sorte que le gouvernement reconnaisse l'eau comme bien public pour les générations à venir et vous assurerez-vous que les services d'eau demeurent publics et ne soient pas privatisés ?

Obtenez des candidats à l'élection provinciale l'engagement qu'ils défendront les services municipaux !



La formule déficiente de financement des écoles

Principaux enjeux

La formule déficiente de financement de l'éducation mise en place par le gouvernement conservateur Harris en 1998 continue de priver le système d'éducation de la maternelle à la 12^e année de ressources. Les libéraux de Dalton McGuinty ont brisé leur promesse de modifier la formule de financement, ce qui a laissé les conseils scolaires avec d'importants manques à gagner pour l'exploitation des écoles et le personnel de soutien. Les résultats :

- Cette année, 60 % des conseils scolaires effectueront des compressions de personnel, ce qui alimentera la crise de l'emploi déjà présente dans de nombreuses collectivités ontariennes qui sont aux prises avec d'importantes compressions dans le secteur manufacturier.
- Les compressions dans les postes d'entretien et de secrétariat signifient que les conseils doivent sacrifier la propreté et la sécurité dans les écoles afin de respecter les exigences de la province en matière d'équilibre des budgets.
- Des milliers d'adjoints à l'enseignement voient leur poste disparaître ou leurs heures diminuer ce qui nuit aux plus vulnérables, les enfants ayant des besoins spéciaux. La plupart des adjoints à l'enseignement travaillent 6 heures par jour, ce qui est insuffisant pour s'occuper des enfants ayant des besoins spéciaux et s'acquitter de la supervision qui leur est de plus en plus souvent demandée.
- La formule de financement fait en sorte qu'on laisse de nombreuses écoles se détériorer au point où il devient plus économique de les fermer que de les réparer. Des centaines d'écoles des régions rurales, du Nord de la province et des centre-villes devront être fermées au cours des prochaines années.

Fiche d'évaluation des partis

Conservateurs

- Ont créé une formule de financement conçue pour favoriser les compressions dans le système d'éducation.
- Ont introduit un crédit d'impôt pour la fréquentation des écoles privées et maintenant, ils veulent permettre aux écoles confessionnelles de recevoir du financement du gouvernement, ce qui privera un système déjà sous-financé de nouveaux fonds.

Libéraux

- Ont promis de modifier la formule de financement, ont agi dans le dossier des enseignants, mais ont ignoré le personnel de soutien et l'exploitation des écoles.
- Ont nommé des superviseurs pour équilibrer les budgets des conseils scolaires lorsque les syndicats refusent d'effectuer des compressions qui nuiront aux étudiants et à la qualité de l'éducation.

NPD

- Se sont engagés envers une éducation financée et assurée par le public. Ils mettraient fin aux collectes de fonds pour combler les besoins essentiels des écoles et s'assureraient que toutes les écoles ont la possibilité d'offrir une éducation de qualité.
- Modifieraient de fond en comble la formule de financement et tiendraient des audiences annuelles afin de s'assurer que la nouvelle formule fonctionne adéquatement pour les élèves.
- Mettraient fin aux compressions injustes dans les conseils scolaires – y compris les fermetures d'écoles – jusqu'à ce que la formule de financement soit modifiée.

La position du SCFP-Ontario

Notre choix : Seul le NPD est déterminé à modifier la formule de financement et à ramener des niveaux de financement capables d'assurer la réussite de nos enfants.

L'ÉDUCATION PUBLIQUE - un enjeu des élections provinciales

Les principaux enjeux

La formule déficiente de financement de l'éducation du gouvernement Harris continue à priver les écoles de ressources. Les libéraux de Dalton McGuinty ont brisé leur promesse de modifier la formule de financement, ce qui a laissé les conseils scolaires avec d'importants manques à gagner. Les résultats :

- Cette année, 60 % des conseils scolaires effectueront des compressions de personnel, ce qui alimentera la crise de l'emploi déjà présente dans de nombreuses collectivités ontariennes.
- Les compressions dans les postes d'entretien et de secrétariat signifient que les conseils doivent sacrifier la propreté et la sécurité dans les écoles afin de respecter les exigences de la province en matière d'équilibre des budgets
- Des milliers d'adjoints à l'enseignement voient leur poste disparaître ou leurs heures diminuer ce qui nuit aux plus vulnérables, les enfants ayant des besoins spéciaux.

Maintenant, les conservateurs veulent créer des écoles confessionnelles qui iront chercher des fonds dans un système déjà sous-financé.

Seul le NPD est déterminé à modifier la formule de financement et à ramener des niveaux de financement capables d'assurer la réussite de nos enfants.

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler ou écrire à votre député et lui poser les questions de ce dépliant.
2. Lorsqu'un candidat cogne à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Travailler aux campagnes des candidats NPD et élire des députés qui appuient nos positions.

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca

Questions aux candidats

1. Mettrez-vous fin à la privatisation des services publics et aux partenariats public-privé (PPP) qui mènent à la perte de bons emplois et à l'augmentation des coûts de ces services ?
2. Travaillerez-vous activement à l'amélioration de la formule de financement de l'éducation dès maintenant afin de permettre aux conseils scolaires d'obtenir les fonds dont ils ont besoin pour offrir des écoles propres et sécuritaires et une éducation de qualité aux étudiants ?
3. Appuierez-vous la journée de travail de 7 heures pour les adjoints à l'enseignement afin qu'ils puissent répondre efficacement aux besoins des enfants ayant des besoins spéciaux ?
4. Vous opposerez-vous à la création d'écoles confessionnelles qui fragmenteront et détourneront le financement dont notre système scolaire a besoin ?



Des services sociaux sous-financés

LES ENJEUX

Dans les années 1990, le gouvernement conservateur de Mike Harris a coupé dans les budgets des services sociaux et transféré aux municipalités de nombreuses responsabilités à l'égard de services provinciaux sans leur donner l'argent nécessaire. Ces services sont les garderies, l'aide sociale et le logement social. Les villes se démènent pour payer au moins 3 millions de dollars par année pour ces services. Bien qu'il ait un surplus budgétaire, le gouvernement McGuinty n'est pas revenu sur ce transfert et refuse de payer ses factures.

- Une décennie de sous-financement et d'insuffisance des ressources a rendu de nombreux organismes communautaires incapables d'assumer les coûts – pour des besoins fondamentaux comme le chauffage, les fournitures et des salaires décents pour les travailleuses et travailleurs de première ligne. Les libéraux ont fait quelques réinvestissements mineurs qui ne permettent d'aucune façon aux organismes de répondre à la demande grandissante.
- En matière de services de garde, les libéraux étaient prêts à laisser des garderies fermer leurs portes sans intervenir : ils ne se sont engagés à dépenser les subventions fédérales destinées aux garderies qu'à la suite de pressions considérables et soutenues. Leur programme « Meilleur départ » lancé pendant la dernière campagne électorale était déficient et n'aurait jamais fourni de cadre à un programme d'apprentissage et de garde de jeunes enfants qui soit de qualité et sans but lucratif.
- Après des années de négligence, les libéraux ont consacré des sommes au secteur des Associations pour l'intégration communautaire (AIC) à la suite d'un important mouvement de pression de la part des travailleuses, des travailleurs, des employeurs et des familles. Les modestes augmentations des prestations d'aide sociale ne corrigent en rien les coupures faites sous le gouvernement Harris à l'aide sociale ou au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH).

LES PARTIS – BULLETIN

Conservateurs

- Ont transféré les coûts des services sociaux aux villes sans leur fournir de financement; ont coupé dans les budgets des services sociaux communautaires.
- Ont coupé dans les prestations d'aide sociale et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.

Libéraux

- N'ont pas annulé le transfert des services sociaux aux villes; ont refusé de payer les factures.
- Ont offert des fonds aux services de garde seulement lorsque des pressions ont été exercées sur eux; n'ont pas respecté leur engagement pris en 2003.
- Ont offert une aide financière aux AIC seulement lorsque des pressions ont été exercées sur eux; n'ont fait que des réinvestissements mineurs dans les services sociaux communautaires.

NPD

- A élaboré un plan détaillé pour que la province paye les frais de tous les services qui ont été transférés.
- Demande un investissement réel et des lois pour que les services de garde sans but lucratif obtiennent les fonds dont ils ont besoin.
- Continué d'affirmer son engagement face à l'importance des services sociaux communautaires pour rendre les collectivités de l'Ontario fortes et saines.

LA POSITION DU SCFP-ONTARIO ...

Seul le NPD verra à ce que la province paye pour les services sociaux qui ont été transférés aux villes et respecte le soutien essentiel que constituent les services sociaux communautaires.

SERVICES SOCIAUX - un enjeu des élections provinciales

LES ENJEUX

Dans les années 1990, les conservateurs ont coupé dans les budgets des services sociaux et transféré aux municipalités des services provinciaux – les garderies, l'aide sociale et le logement social – sans leur donner l'argent nécessaire. Le gouvernement McGuinty n'est pas revenu sur ce transfert d'aucune façon significative.

- Une décennie de sous-financement et d'insuffisance de ressources a rendu de nombreux organismes communautaires incapables d'assumer les coûts – pour les besoins fondamentaux et les salaires des travailleuses et des travailleurs.
- Les libéraux étaient prêts à laisser des garderies fermer leurs portes et ne se sont engagés à dépenser les subventions fédérales destinées aux garderies qu'à la suite de pressions considérables et soutenues .
- Un autre mouvement de pression important a forcé les libéraux à consacrer des sommes au secteur des Association pour l'intégration communautaire (AIC). Mais les modestes augmentations des prestations d'aide sociale ne corrigent en rien les coupures à l'aide sociale faites par le gouvernement conservateur.

Seul le NPD a demandé à la province de payer pour tous les services qui ont été transférés.

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler ou écrire à votre député et lui poser les questions de ce dépliant.
2. Lorsqu'un candidat cogne à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Aller aux débats des candidats et faire en sorte que les services sociaux soient un enjeu de la campagne électorale en posant ces questions aux candidats.

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca

Questions aux candidats

1. Appuierez-vous la conclusion d'une entente entre la province et les agences communautaires de services sociaux en vue de l'établissement d'objectifs précis en matière de subventions au fonctionnement stables et récurrentes?
2. Ferez-vous pression en faveur d'une augmentation du financement des services de garde de façon à favoriser la création d'un système de garderies à tarif unique basé sur le modèle québécois ? Ferez-vous pression pour que le financement des services de garde ne soit disponible qu'aux garderies publiques ?
3. Travaillerez-vous à faire augmenter le financement des services aux personnes atteintes d'une déficience de façon à ce que les travailleurs de ce secteur touchent un salaire viable et que les agences puissent payer les travailleurs adéquatement et embaucher plus de personnel afin de mieux subvenir aux besoins des personnes ayant une déficience intellectuelle ?



Le sous-financement des universités

ENJEUX CLEFS

Au cours des années 1990, le gouvernement conservateur a fait des coupures profondes dans l'éducation postsecondaire et a déréglementé les frais de scolarité. Il a également adopté une loi permettant que l'on puisse créer des universités privées en Ontario. Les libéraux n'ont pas réussi à renverser les coupures dans le financement; aujourd'hui, l'Ontario se classe avant-dernier dans le financement provincial de l'éducation postsecondaire.

Les deux partis politiques ont négligé le financement des universités, faisant en sorte que l'administration a privatisé des services, donné du travail en sous-traitance, différé l'entretien et augmenté les frais de scolarité, ainsi que d'autres frais.

- McGuinty a introduit un gel des frais de scolarité et l'a supprimé par la suite, faisant en sorte que les frais de scolarité sont montés en flèche. En Ontario, les frais sont maintenant parmi les plus élevés au pays, rendant de plus en plus difficile, pour les parents qui travaillent et les personnes membres du SCFP, qui sont aussi des étudiantes et des étudiants, de fréquenter l'université.
- Les coupures continues dans le financement signifient que les travailleuses et travailleurs universitaires perdent leur emploi au profit de la privatisation, la sous-traitance et l'attrition.
- L'infrastructure s'effondre dans les campus de la province, entraînant des risques importants pour la santé et la sécurité des travailleuses et travailleurs et des étudiantes et étudiants.
- Il y a davantage de commercialisation et de parrainage corporatif des immeubles, des espaces publics et des départements spécialisés ainsi que des programmes d'études.
- Les frais d'utilisation ou 'accessoires' sont devenus la pierre angulaire de la privatisation compte tenu des frais que les étudiantes et étudiants, ainsi que les travailleuses et travailleurs universitaires, doivent déboursier tels que : stationnement, frais pour le gymnase et les installations récréatives; frais de laboratoire et d'équipement, frais de transcription et de diplômes; cartes d'identité universitaires, entre autres choses.

LES PARTIS – BULLETIN

Les conservateurs

- Ont proposé plus de partenariats avec le secteur privé pour financer les universités.
- N'ont aucun engagement quant à la baisse des frais de scolarité.

Les libéraux

- Refusent de traiter des besoins du financement nécessaire aux universités pour offrir une dotation en personnel permanent et une embauche dans les facultés adéquates et pour s'occuper de l'entretien des immeubles et des besoins en capital.
- Les frais de scolarité sont montés en flèche depuis qu'ils ont manqué à leur promesse et ont supprimé le gel des frais.

Le NPD

- S'engage à réduire les frais de scolarité et à améliorer l'aide aux étudiantes et étudiants.
- Ont demandé une augmentation du financement pour voir à ce que les universités de l'Ontario aient les fonds nécessaires.
- S'engage à supprimer les plans pour des universités privées.

LA POSITION DU SCFP-ONTARIO...

Notre choix : Seul le NPD verra à la réduction des frais de scolarité et à ce que les universités de l'Ontario aient les fonds nécessaires pour demeurer publiques.

UNIVERSITÉS - un enjeu des élections provinciales

DES FRAIS QUI MONTENT EN FLÈCHE ET LE SOUS-FINANCEMENT

Au cours des années 1990, le gouvernement conservateur a fait des coupures profondes dans l'éducation postsecondaire, a déréglementé les frais de scolarité et a permis la privatisation des universités. Les libéraux n'ont pas réussi à renverser les coupures dans le financement; aujourd'hui, l'Ontario se classe avant-dernier dans le financement provincial de l'éducation postsecondaire.

- Depuis que McGuinty a supprimé le gel des frais de scolarité, ceux-ci sont montés en flèche, rendant de plus en plus difficile, pour les parents qui travaillent et les personnes membres du SCFP, qui sont aussi des étudiantes et des étudiants, de fréquenter l'université.
- Les travailleuses et travailleurs universitaires perdent leur emploi au profit de la privatisation, la sous-traitance et l'attrition.
- L'infrastructure s'effondre, entraînant des risques importants pour la santé et la sécurité des travailleuses et travailleurs et des étudiantes et étudiants.
- Il y a davantage de commercialisation et de parrainage corporatif des immeubles, des espaces publics et des départements spécialisés ainsi que des programmes d'études.

Seul le NPD s'est engagé à réduire les frais de scolarité et à voir à ce que les universités aient les fonds nécessaires pour demeurer publiques.

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler ou écrire à votre député et lui poser les questions de ce dépliant.
2. Lorsqu'un candidat cogne à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Aller aux débats des candidats et faire en sorte que les universités soient un enjeu de la campagne électorale en posant ces questions aux candidats.

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca



Questions aux candidats

1. Mettrez-vous fin à la privatisation des services publics et aux partenariats public-privé (PPP) qui mènent à la perte de bons emplois et à l'augmentation des coûts de ces services?
2. Les universités sont en ruine. Appuierez-vous une augmentation de leur financement pour les agrandissements, les réparations et l'entretien? Vous engagerez-vous à faire en sorte que ce travail soit fait à l'interne et à mettre fin à la sous-traitance dans le secteur universitaire?
3. Vous engagerez-vous à rétablir un financement adéquat pour les universités afin de mettre fin à la commercialisation et à la privatisation des campus?
4. Travaillerez-vous à la diminution des frais de scolarité de façon à ce que les familles de travailleurs puissent avoir accès aux études postsecondaires sans s'endetter? Ferez-vous pression pour une réforme du système de prêts et bourses de façon à ce que les grandes banques ne puissent plus faire d'énormes profits sur le dos des étudiants?



Protéger les services publics

ENJEUX CLEFS

Quand il est question des services publics, toutes les personnes, sans égard à l'endroit où elles travaillent ou à l'endroit où elles vivent, ou à leur revenu, ont un accès égal aux services tels que l'éducation, les soins de santé et les services sociaux.

Les conservateurs ont toujours favorisé la privatisation. Les libéraux disent qu'ils encouragent les services publics mais seulement pour les protéger lorsqu'il y a un tollé public. Ces partis représentent les deux côtés de la médaille.

- Les conservateurs ont lancé le concept d'ententes de partenariat public-privé (PPP) dans le secteur hospitalier. Les libéraux ont maintenant introduit 12 hôpitaux privés (en PPP). Il y en aurait eu davantage si cela n'avait pas été des campagnes constantes du SCFP-Ontario et de ses partenaires, dont la Coalition ontarienne de la santé. Cette pression a également obligé les libéraux à rétrécir la portée de la privatisation à seulement « des briques et du mortier » et les a obligés à changer le nom des PPP pour les appeler DMFA - diversification des modes de financement et d'approvisionnement.
- Les deux partis ont négligé les villes et les universités sur le plan du financement. Cela a mené à une augmentation de la privatisation des arénas, bibliothèques, campus et édifices, alors que les municipalités veulent des solutions à court terme qui, en fait, leur coûteront davantage à la longue en transférant l'argent des contribuables dans des profits privés. La prestation publique de services a déjà démontré qu'elle offre de meilleurs services et une valeur supérieure.
- La sous-traitance et les appels d'offres dans le secteur public ont fait baisser les salaires et ont entraîné des pertes d'avantages et d'emplois pour les travailleuses et les travailleurs.
- La production d'énergie continue d'être privatisée; les libéraux encouragent également les sociétés privées à construire des sources d'énergie verte renouvelables.

LES PARTIS – BULLETIN

Conservateurs

- Ont donné en sous-traitance un grand nombre d'emplois du secteur public aux soumissionnaires les plus bas; contre le secteur public, de manière évidente.
- Sont en faveur des soins de santé privés à but lucratif et du financement des écoles religieuses privées.

Libéraux

- Sous-financent des travailleuses et travailleurs de première ligne, menant à des pertes d'emplois; travail précaire dans tous les secteurs publics.
- Encouragent la sous-traitance et la privatisation des services avec une augmentation des projets en PPP.
- N'ont rien fait pour renverser la privatisation de l'énergie hydroélectrique.

NPD

- Champion des services financés et dispensés par le secteur public.
- Clair au sujet de son engagement face à la production et à l'approvisionnement publics d'énergie, aux réseaux d'aqueduc publics, à l'infrastructure publique et à d'autres programmes.
- Verra à ce que les fonds du gouvernement aillent aux services publics, pas à la privatisation et aux profits de Bay Street

LA POSITION DU SCFP-ONTARIO....

Seul le NPD est champion dans les services financés et dispensés par le secteur public.

SERVICES PUBLICS - un enjeu des élections provinciales

ENJEUX CLEFS

Quand il est question des services publics, toutes les personnes, sans égard à l'endroit où elles travaillent ou à l'endroit où elles vivent, ou à leur revenu, ont un accès égal aux services tels que l'éducation, les soins de santé et les services sociaux.

Les conservateurs ont toujours favorisé la privatisation. Les libéraux disent qu'ils encouragent les services publics mais seulement pour les protéger lorsqu'il y a un tollé public.

- Les libéraux ont introduit 12 hôpitaux privés (PPP) – un concept entrepris par les conservateurs. Il y en aurait eu davantage si cela n'avait pas été des campagnes constantes du SCFP-Ontario et de ses partenaires.
- Les deux partis ont négligé les villes et les universités sur le plan du financement, menant à une augmentation de la privatisation des arénas, bibliothèques, campus et édifices.
- La production d'énergie continue d'être privatisée; les libéraux encouragent également les sociétés privées à construire des sources d'énergie verte renouvelables.

Seul le NPD est champion dans les services financés et dispensés par le secteur public.

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler ou écrire à votre député et lui poser les questions de ce dépliant.
2. Lorsqu'un candidat cogne à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Aller aux débats des candidats et faire en sorte que les services publics soient un enjeu de la campagne électorale en posant ces questions aux candidats.

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca



Questions aux candidats

1. Travaillerez-vous à mettre fin à la privatisation des services publics, notamment aux partenariats public-privé (PPP), à la Diversification des modes de financement et d'approvisionnement (DMFA) ou à toute autre forme de privatisation des services publics qui mène à la perte de bons emplois et à la disparition de l'obligation de rendre des comptes pour la prestation de ces services ?
2. Admettez-vous que la sous-traitance et la soumission en régime de concurrence dans le secteur public mènent à la réduction des salaires et à la perte d'avantages sociaux pour les travailleurs ? Vous opposerez-vous fermement à la sous-traitance et à la soumission en régime de concurrence dans le secteur public ?
3. Ferez-vous la promotion de la propriété et de l'exploitation par le public des services municipaux, comme l'eau, le traitement des eaux usées, la collecte des ordures, le recyclage, les arénas et les bibliothèques. Vous opposerez-vous à la privatisation de ces services ?



Lutter pour de bons emplois

LES ENJEUX

Le libre-échange et la mondialisation ont entraîné des pertes d'emploi massives dans les années 1990, et les gouvernements conservateur et libéral qui se sont succédés n'ont pas réussi à s'attaquer à ce problème. Plutôt que de stimuler la création d'emplois, ces partis politiques ont continué à appuyer le plafonnement et la réduction des dépenses de programmes afin d'accorder des réductions d'impôts qui profitent principalement aux riches.

Plus de 170 000 emplois du secteur manufacturier ont été perdus depuis l'entrée en fonction du gouvernement McGuinty. De mauvaises politiques gouvernementales ont dévasté les villes et les villages, particulièrement dans le Nord de la province : c'est ainsi que la déréglementation des prix de l'électricité a contribué à la fermeture de scieries et d'autres usines.

Le gouvernement conservateur a détruit les lois du travail et a retiré des droits aux travailleuses et travailleurs. Il a aboli le système de contrôle des cartes de compétence et a autorisé les employeurs à faire campagne ouvertement contre les efforts de syndicalisation et à harceler les organisatrices et les organisateurs. Un grand nombre de ces lois du travail n'ont pas encore été rétablies en entier par les libéraux. Bien que ceux-ci aient consacré des sommes d'argent à l'application des normes d'emploi, il faut faire davantage pour poursuivre les « patrons voyous » ou irresponsables.

Avec des formules telles que les ententes de partenariat public-privé (PPP) et les plans de financement alternatifs (PFA), les libéraux comme les conservateurs ont favorisé activement la privatisation et la sous-traitance, ce qui a entraîné la perte de bons emplois et des réductions de salaires et d'avantages. Les emplois du secteur public soutiennent les économies locales et il est important de protéger cette base d'imposition.

Les gouvernements conservateur et libéral trouvent opportun d'accorder des contrats au plus bas soumissionnaire (souvent des entreprises outre-frontières), mais l'Ontario a besoin d'une politique de « fabriqué au Canada » qui gardera les bons emplois au Canada, y compris les emplois dans les collectivités du Nord ou de petites dimensions.

LES PARTIS - BULLETIN

Conservateurs

Ont réduit les impôts; n'ont rien fait pour créer de bons emplois alors que la mondialisation fermait des lieux de travail en Ontario.

Libéraux

150 000 emplois du secteur manufacturier ont disparu sous McGuinty – il dit qu'il n'y peut rien.

Les politiques libérales ont entraîné des mises à pied en santé, dans les écoles et dans d'autres secteurs publics.

NPD

Le plan pour l'emploi du NPD renforcera la *Loi sur les normes d'emploi* afin d'aider à empêcher la fermeture d'usines et le déplacement des emplois outre-frontières.

Le NPD appuie les investissements publics dans les secteurs clefs afin de créer des emplois, d'accroître la formation. Il proposerait des lois anti-briseurs de grève et rétablirait les lois qui font de la syndicalisation un droit fondamental.

LA POSITION DU SCFP-ONTARIO...

Notre choix : seul le NPD a un plan pour l'emploi qui aidera à empêcher les fermetures, appuiera les investissements publics dans les secteurs clefs et proposera des lois anti-briseurs de grève.

DE BONS EMPLOIS - un enjeu des élections provinciales

ENJEUX CLEFS

Le libre-échange et la mondialisation ont entraîné des pertes d'emploi massives dans les années 1990, et les gouvernements conservateur et libéral qui se sont succédés n'ont pas réussi à s'attaquer à ce problème.

Plus de 170 000 emplois du secteur manufacturier ont été perdus depuis l'entrée en fonction du gouvernement McGuinty. De mauvaises politiques gouvernementales ont dévasté les villes et les villages, particulièrement dans le Nord de la province.

Le gouvernement conservateur a détruit les lois du travail et a retiré des droits aux travailleuses et travailleurs. Un grand nombre de ces lois du travail n'ont pas encore été rétablies en entier par les libéraux. Bien que ceux-ci aient consacré des sommes d'argent à l'application des normes d'emploi, il faut faire davantage pour poursuivre les « patrons voyous » ou irresponsables.

Avec des formules telles que les ententes de partenariat public-privé (PPP) et les plans de financement alternatifs (PFA), les libéraux comme les conservateurs ont favorisé activement la privatisation et la sous-traitance, ce qui a entraîné la perte de bons emplois et des réductions de salaires et d'avantages. Les emplois du secteur public soutiennent les économies locales et leurs bases d'imposition et il est important de les protéger.

Seul le NPD a un plan pour l'emploi qui aidera à empêcher les fermetures, appuiera les investissements publics dans les secteurs clefs et proposera des lois anti-briseurs de grève.

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler votre député ou lui écrire pour lui poser les questions ci-jointes.
2. Lorsqu'une candidate ou un candidat frappe à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Assister aux débats des candidats et poser ces questions aux candidats afin que les bons emplois deviennent un enjeu de la campagne électorale.

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca

Questions aux candidats

1. Allez-vous mettre fin à la privatisation des services publics et aux partenariats public-privé (PPP) qui entraînent la perte de bons emplois et l'augmentation des coûts de ces services ?
2. Vous engagerez-vous à rétablir les lois du travail prévoyant le contrôle des cartes de compétence sur tous les lieux de travail ontariens de façon à ce que les syndicats puissent syndiquer les lieux de travail sans crainte de harcèlement de la part des employeurs ?
3. Travaillerez-vous à la mise en place d'une politique Fabriqué au Canada qui contribuera au maintien de bons emplois au Canada, y compris dans les petites collectivités et les collectivités du Nord de la province ?



Mettre Fin À La Pauvreté

ENJEUX CLEFS

Plus de 1,6 million de personnes, ou une personne sur sept, vit dans la pauvreté en Ontario. Selon un rapport des Nations Unies de 2006, les taux de pauvreté demeurent élevés parmi les groupes désavantagés, dont les Autochtones, les immigrants, les personnes ayant un handicap, les jeunes et les mères monoparentales.

Dans les années 1990, le gouvernement conservateur a ciblé les personnes les plus vulnérables de l'Ontario afin de libérer de l'argent pour offrir des baisses d'impôt aux riches. Les conservateurs ont coupé dans l'aide sociale, mis fin au gel des loyers, gelé le salaire minimum, retiré la Prestation nationale pour enfants aux personnes sur l'aide sociale et restreint l'accès aux prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH).

Les libéraux ont promis une société plus « plus gentille, plus douce, plus aimante », mais ils n'ont pas fait grand chose pour renverser les politiques désastreuses des conservateurs. Ils n'ont pas augmenté les prestations d'aide sociale ni les prestations du POSPH suffisamment pour que les gens puissent répondre à leurs besoins fondamentaux, et ils n'ont pas non plus mis fin aux dispositions de récupération du Supplément de la prestation nationale pour enfants. Ils refusent de mettre en œuvre un salaire minimum de 10 \$ dès maintenant, et ce n'est qu'en raison d'un important qu'ils ont accepté d'augmenter le salaire à 10,25 \$ d'ici 2010. Mais les libéraux ont voté récemment en faveur d'une augmentation de salaire énorme pour les députés provinciaux.

Les services publics qui sont accessibles à tout le monde comme les services de garde abordables sans but lucratif, le logement abordable, l'enseignement public et les soins de santé font partie du salaire social qui sont la base de la justice et de l'égalité dans notre province. Malheureusement, les libéraux et les conservateurs ont continué de capituler devant les pressions des entreprises pour réduire la taille du gouvernement et ont brimé les travailleuses et les travailleurs en leur enlevant des salaires sociaux qui ont pris des années à obtenir.

LES PARTIS – BULLETIN

Conservateurs

- Ont gelé le salaire minimum pendant plus de dix ans; mis fin du gel des loyers.
- Ont coupé dans les prestations de l'aide sociale; ont restreint l'accès au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH).

Libéraux

- Ont refusé de mettre en œuvre un salaire minimum de 10 \$, tout en accordant une immense augmentation de salaire aux députés provinciaux.
- Refusent de mettre fin aux dispositions de récupération du Supplément de la prestation nationale pour enfants jusqu'en 2011.

NPD

- Augmentera le salaire minimum à 10 \$ DÈS MAINTENANT; cherchera à développer de façon ambitieuse le transport en commun.
- Protégera les personnes âgées contre les augmentations foncières qui montent en flèche.
- S'attaquera aux questions du salaire social et des services de garde, du logement, de l'éducation et des emplois décents.

LA POSITION DU SCFP-ONTARIO ...

Notre choix : seul le NPD augmentera le salaire minimum dès maintenant à 10 \$ et fournira les appuis sociaux nécessaires pour aider à mettre fin à la pauvreté.

FIN DE LA PAUVRETÉ - un enjeu des élections provinciales

ENJEUX CLEFS

Plus de 1,6 million de personnes, ou une personne sur sept, vit dans la pauvreté en Ontario. Le gouvernement conservateur a fait des coupures à l'aide sociale, mis fin au gel des loyers, gelé le salaire minimum et restreint l'accès aux prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) – tous des programmes visant les plus vulnérables de la société.

Les libéraux ont promis une société plus « plus gentille, plus douce, plus aimante », mais ils n'ont pas encore augmenté les prestations d'aide sociale ni les prestations du POSPH suffisamment pour que les gens puissent répondre à leurs besoins fondamentaux, et ils n'ont pas non plus agi assez rapidement pour mettre fin aux dispositions de récupération du Supplément de la prestation nationale pour enfants.

Ils ont également refusé de mettre en œuvre un salaire minimum de 10 \$ dès maintenant, mais ont voté récemment en faveur d'une augmentation de salaire énorme pour les députés provinciaux.

Les libéraux et les conservateurs ont continué de capituler devant les pressions des entreprises de réduire la taille du gouvernement et de brimer les travailleuses et travailleurs en leur enlevant des services publics comme les services de garde et les logements abordables, l'enseignement public et les soins de santé, des services qui ont pris des années à obtenir.

Seul le NPD augmentera le salaire minimum dès maintenant à 10 \$ et offrira les appuis sociaux nécessaires pour aider à mettre fin à la pauvreté.

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler ou écrire à votre député et lui poser les questions de ce dépliant.
2. Lorsqu'un candidat cogne à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Aller aux débats des candidats et faire en sorte que les universités soient un enjeu de la campagne électorale en posant ces questions aux candidats.

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca

Questions aux candidats

1. Appuierez-vous l'adoption d'un salaire minimum à 10 \$ maintenant accompagné d'indexations régulières au coût de la vie ?
2. Travaillerez-vous à la restauration des taux de prestation du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) à leur niveau d'avant 1995 de façon à ce que les prestataires soient en mesure de combler leurs besoins de base ?
3. Mettrez-vous fin aux compressions à la Prestation nationale pour enfant maintenant plutôt qu'en 2011 ?



Déni d'égalité

Principaux enjeux

La Commission ontarienne des droits de la personne était un élément clé permettant de garantir l'égalité en Ontario. Les conservateurs ont coupé son budget et les libéraux ont affaibli sa capacité à aider parce qu'elle ne peut plus mener d'enquête ni étudier les plaintes. De fait, le gouvernement McGuinty a privatisé le système. Les gens qui veulent déposer une plainte en matière de droits de la personne devront dorénavant retenir les services d'un avocat pour être en mesure de passer à travers le processus du Tribunal des droits de la personne. Tout ce que ces réformes apportent, c'est l'enrichissement des avocats.

Sous le gouvernement du NPD en Ontario, les droits de la personne ont connu une période florissante grâce à des lois sur l'équité en emploi et un véritable financement de l'équité salariale. Les conservateurs ont abrogé les lois d'équité en emploi et ont refusé de financer l'équité salariale dans le secteur public. Les libéraux n'ont rien fait de plus et n'ont pas restauré le financement de l'équité salariale – ils ont récemment annoncé que ce financement qui leur avait été imposé par jugement de cour prendra bientôt fin.

Ni les libéraux ni les conservateurs n'ont été des amis des nouveaux arrivants dans la province. Les compressions aux programmes d'anglais langue seconde pour les travailleurs formés à l'étranger ont contribué à l'appauvrissement des immigrants et des minorités visibles.

Les autochtones ne s'en tirent pas mieux. Les libéraux n'ont rien fait dans le dossier des revendications territoriales des autochtones, ni pour remédier aux inacceptables conditions de vie dans les réserves. Bien qu'il s'agisse d'une responsabilité fédérale, les politiciens provinciaux ont la responsabilité d'agir au nom des résidents. Des avis de faire bouillir l'eau sont toujours émis dans les communautés autochtones et les résidents de Kashechewan, pour citer cet exemple, n'ont eu droit à rien d'autres qu'une évacuation en réaction à leur problème d'eau.

Le dossier des conservateurs en matière de relations avec les autochtones est encore pire. Comme l'a démontré l'enquête sur le meurtre de Dudley George, c'est l'attitude des conservateurs de Ed Harris qui a mené à la tragédie d'Ipperwash.

La fiche d'évaluation des partis

Conservateurs

- Ont abrogé les lois d'équité en emploi du gouvernement NPD et refusent de financer l'équité salariale.
- Ont coupé dans le budget de la Commission des droits de la personne et ont une responsabilité dans la tragédie d'Ipperwash.

Libéraux

- N'ont pas restauré le financement de l'équité salariale établi par le NPD.
- Ont limité l'accès à la Commission des droits de la personne en privatisant le système et ne font rien dans le dossier des revendications territoriales des autochtones.

NDP

- Remettra sur pied un secrétariat indépendant contre le racisme et est opposé à la privatisation de la Commission des droits de la personne.
- Mettrait sur pied un organisme indépendant pour aider les professionnels formés à l'étranger.

La position du SCFP-Ontario ...

Notre choix : Seul le NPD offre un appui sans équivoque aux gens en recherche d'égalité et aux professionnels formés à l'étranger.

L'ÉGALITÉ - un enjeu des élections provinciales

Principaux enjeux

La Commission ontarienne des droits de la personne était un élément clé permettant de garantir l'égalité en Ontario. Les conservateurs ont coupé son budget et les libéraux ont affaibli sa capacité à aider.

Les conservateurs ont abrogé les lois d'équité en emploi du gouvernement NPD et ont refusé de financer l'équité salariale dans le secteur public. Les libéraux n'ont pas restauré le financement de l'équité salariale et n'ont lancé aucune initiative d'action positive.

Les compressions aux programmes d'anglais langue seconde pour les travailleurs formés à l'étranger ont contribué à l'appauvrissement des immigrants et des minorités visibles.

Bien qu'il s'agisse d'une responsabilité fédérale, les libéraux n'ont rien fait dans le dossier des revendications territoriales des autochtones, ni pour remédier aux inacceptables conditions de vie dans les réserves.

Le bilan des conservateurs est encore pire, leur approche a mené à la tragédie d'Ipperwash et à la mort de Dudley George.

Seul le NPD offre un appui sans équivoque et gens désavantagés et aux professionnels formés à l'étranger

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler ou écrire à votre député et lui poser les questions de ce dépliant.
2. Lorsqu'un candidat cogne à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Aller aux débats des candidats et faire en sorte que l'égalité soit un enjeu de la campagne électorale en posant ces questions aux candidats.

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca



Questions aux candidats

1. Mettrez-vous fin à la privatisation des services publics et aux partenariats public-privé (PPP) qui mènent à la perte de bons emplois et à l'augmentation des coûts de ces services ?
2. Appuierez-vous une amélioration du financement et le renouvellement du mandat de la Commission des droits de la personne de l'Ontario afin que les Ontariens puissent avoir accès à une enquête en matière de droits de la personne sans recours à un avocat ?
3. Travaillerez-vous à la restauration du financement pour l'équité salariale sur les lieux de travail du secteur public ?
4. Êtes-vous en faveur de l'application de mesures destinées à régler les revendications territoriales des autochtones de façon plus juste et plus rapide ?

Obtenez des candidats à l'élection provinciale un engagement qu'ils travailleront pour l'égalité !



Notre environnement perturbé

Principaux enjeux

En Ontario, les enjeux environnementaux demeurent négligés. Ni les conservateurs, ni les libéraux ne se sont engagés à ce que la province respecte les objectifs de Kyoto. Alors que les alertes au smog se multiplient, les libéraux n'ont toujours pas de véritable programme pour limiter les émissions de GES.

Au cours des années 90, le gouvernement conservateur a retiré à la province sa capacité de réglementer en matière d'environnement dans l'intérêt public. Il a aussi effectué les plus importantes compressions au ministère de l'Environnement de toute l'histoire de la province. En privatisant les entreprises de production d'électricité et donc en les rendant dépendantes des ententes de libre échange, les conservateurs ont considérablement diminué la capacité de l'Ontario de réduire ses émissions.

Les libéraux n'ont pas abrogé la loi conservatrice qui avait eu pour effet d'interdire aux entreprises publiques de production d'électricité de se lancer dans les énergies vertes et en conséquence, de permettre aux entreprises privées de mettre la main sur les profits générés par les énergies renouvelables. Ce dont l'Ontario a véritablement besoin, c'est d'un engagement et d'un investissement dans un véritable programme de conservation de l'énergie mené par les entreprises publiques de production d'électricité et du reste du secteur public et notamment, d'un plan de création de nouveaux emplois verts pour la province.

Tant les conservateurs que les libéraux sont favorables à l'incinération des ordures. Ils veulent aussi confier ces services à des entreprises privées. Les libéraux avaient présenté un plan visant la revalorisation de 60 % des déchets qui sont enfouis, mais ils semblent maintenant faire marche arrière.

Des avis de faire bouillir l'eau continuent à être émis dans des collectivités de partout en province, particulièrement sur les territoires des Premières Nations. Les plages et les aires de baignade sont souvent fermées parce que l'infrastructure est au bord de l'écroulement. Les compressions effectuées par le gouvernement conservateur dans le personnel assurant les services publics et les reculs imposés à la réglementation ont été l'un des facteurs qui ont contribué à la tragédie de Walkerton. Et aujourd'hui, les libéraux ne se conforment toujours pas aux objectifs en matière de traitement de l'eau qui avaient été établis à la suite de l'enquête sur Walkerton.

La fiche d'évaluation des partis

Conservateurs

- Aucun engagement envers Kyoto, privatisation de la production d'électricité, pour l'incinération des déchets.
- Compressions dans le personnel du secteur public et affaiblissements de la réglementation ont contribué à la tragédie de Walkerton.

Libéraux

- Aucun engagement envers Kyoto, recul sur la revalorisation des déchets en faveur de leur incinération.
- Rien de concret en matière de conservation, aucun programme environnemental.

NPD

- Atteindra les objectifs de Kyoto, une loi sur Le droit de savoir permettrait de diminuer l'exposition aux toxines, est déterminé à préserver la production publique d'énergie et à imposer des cibles élevées en matière de conservation.
- Déterminé à intégrer sa plate-forme environnementale à un plan destiné à renforcer les collectivités, à préserver et à créer des emplois, à respecter les services publics et à relever les défis environnementaux d'une façon qui ne nuira pas aux familles de travailleurs.

La position du SCFP-Ontario ...

Notre choix : Seul le NPD respectera les objectifs de Kyoto et déposera des lois sur Le droit de savoir dans le dossier des produits cancérigènes et des toxines.

L'ENVIRONNEMENT - un enjeu des élections provinciales

Principaux enjeux

En Ontario, les enjeux environnementaux demeurent négligés. Ni les conservateurs, ni les libéraux ne se sont engagés à ce que la province respecte les objectifs de Kyoto. Alors que les alertes au smog se multiplient, les libéraux n'ont toujours pas de véritable programme pour limiter les émissions.

En privatisant les entreprises de production d'électricité et en les rendant tributaires des ententes de libre échange, les conservateurs ont diminué la capacité de l'Ontario de diminuer ses émissions. Les libéraux n'ont pas abrogé la loi conservatrice qui avait eu pour effet d'interdire aux entreprises publiques de production d'électricité de se lancer dans les énergies vertes et en conséquence, de permettre aux entreprises privées de mettre la main sur les profits générés par les énergies renouvelables.

Tant les conservateurs que les libéraux sont favorables à l'incinération des ordures. Ils veulent aussi confier ces services à des entreprises privées. Les libéraux avaient présenté un plan visant la revalorisation de 60 % des déchets qui sont enfouis, mais ils semblent maintenant faire marche arrière.

Les compressions effectuées par le gouvernement conservateur dans le personnel assurant les services publics et les reculs imposés à la réglementation ont été l'un des facteurs qui ont contribué à la tragédie de Walkerton. Et aujourd'hui, les libéraux ne se conforment toujours pas aux objectifs en matière de traitement de l'eau qui avaient été établis à la suite de l'enquête sur Walkerton.

Seul le NPD respectera les objectifs de Kyoto et déposera des lois sur Le droit de savoir dans le dossier des produits cancérogènes et des toxines

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler ou écrire à votre député et lui poser les questions de ce dépliant.
2. Lorsqu'un candidat cogne à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Aller aux débats des candidats et faire en sorte que l'environnement soit un enjeu de la campagne électorale en posant ces questions aux candidats.

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca



Questions aux candidats

1. Mettrez-vous fin à la privatisation des services publics et aux partenariats public-privé (PPP) qui mènent à la perte de bons emplois et à l'augmentation des coûts de ces services ?
2. Abrogez-vous la loi interdisant aux producteurs publics d'électricité de produire de l'énergie verte ? Utiliserez-vous les installations publiques pour effectuer un investissement majeur dans une énergie renouvelable publique ?
3. Vous engagez-vous à développer et à financer un véritable programme de conservation mené par les entreprises publiques de production d'électricité et le reste du secteur public et notamment pour la création de nouveaux emplois verts ?
4. Ferez-vous en sorte que les familles de travailleurs n'aient pas à payer le prix des meilleures pratiques environnementales en mettant sur pied un plan destiné à aider les résidents à se convertir à des pratiques plus vertes sans devoir en payer un prix exagéré.

